

pouvait être mirvé, ce qui permettait d'augmenter de beaucoup le nombre d'ogives portées par le ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) et les SLBM (missiles balistiques lancés par sous-marin). Pouvant désormais doter leurs engins de trois ogives indépendantes à plus de douze, les deux parties étaient en mesure d'accroître de façon appréciable leur potentiel en ogives stratégiques avant l'expiration de l'Accord intérimaire en octobre 1977.

La tendance à négocier des ententes permettant aux deux États de produire toutes les armes prévues semble avoir prévalu lors de la signature de l'Accord de Vladivostok en 1974. Même s'il s'avère un peu plus difficile de mesurer les incidences des chiffres fixés à Vladivostok en raison de l'incertitude quant à la possibilité d'inclure dans la force de frappe autorisée des systèmes d'armes tels le missile de croisière et le bombardier soviétique *Backfire*, il est clair qu'on a laissé beaucoup de marge pour le développement des arsenaux stratégiques. Malgré cet accord, les États-Unis peuvent toujours mirver 402 missiles compris dans la force dont ils disposaient en novembre 1974 tout en demeurant en deçà du plafond de 1 320 MIRV; quant à l'Union soviétique, elle peut augmenter encore davantage sa production de MIRV, son programme en ce domaine ayant beaucoup de retard sur celui des États-Unis. Si jamais on n'incluait pas le missile de croisière ou le bombardier soviétique *Backfire* dans les limites établies à Vladivostok, ce qui semble fort probable à moins que le plafond de 2 400 vecteurs stratégiques ne soit haussé, la puissance des arsenaux stratégiques aux mains des deux camps pourrait devenir encore plus terrifiante.

Non seulement l'Accord de Vladivostok ne contribuait guère à réduire le nombre de vecteurs stratégiques, permettant même dans plusieurs cas des augmentations, mais encore il ne visait nullement à stopper la course sur le plan quantitatif. La perspective d'imposer des limites quantitatives au rendement des systèmes d'armes revêt donc beaucoup plus d'importance. C'est cette préoccupation qui ressort des déclarations faites par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, devant le Comité de la Chambre chargé des forces armées, afin d'appuyer les demandes de crédits pour l'année financière 1977. M. Rumsfeld a en effet soutenu que le système *Minuteman* devenait par trop vulnérable et devrait peut-être être remplacé. Malgré les SALT-I et l'éventualité d'une entente sur l'Accord de Vladivostok,

Rumsfeld n'a pas écarté la possibilité de remplacer le système *Minuteman* par un nouveau dispositif capable de plus que tripler la charge utile des engins. La réalisation de cette nouvelle arme ainsi que du *Trident* et du bombardier B-1 déjà projetés entraînerait des déboursés de l'ordre de 65 milliards de dollars échelonnés sur dix ans.

Le prix à payer dans les négociations

Lorsqu'on détermine ce que valent des ententes partielles comme celles intervenues aux pourparlers SALT, il importe d'évaluer à quel prix on y est parvenu. Ainsi, il faut considérer les concessions qui ont été nécessaires pour apaiser les secteurs intéressés de l'opinion, ce qu'il en a coûté pour les «pièces de marchandage» qu'on n'a pas monnayées, enfin les doutes et soupçons qu'ont suscités les inquiétudes au sujet des failles dans les traités.

Parce qu'il est parfois plus difficile d'amener à composer les divers milieux aux États-Unis et en Union soviétique que les deux gouvernements eux-mêmes, certaines ententes ont eu pour effet d'accélérer la course aux armements tout en ne donnant lieu qu'à des compensations minimes. Il en a été ainsi du Traité de 1963 interdisant certains essais d'armes nucléaires et du Traité relatif à la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires signé en 1974 entre les deux Grands. Dans chaque cas, les militaires ont obtenu ce qu'ils réclamaient, à savoir un programme d'essais nucléaires accéléré qui respecte les dispositions des deux traités.

De toute évidence, il y a eu des accommodements de ce genre à divers stades des entretiens SALT. D'après Tad Szulc, ex-reporter au *New York Times*, les chefs d'état-major hésitaient même à cautionner le principe des négociations à moins que le gouvernement Nixon ne se prononce en faveur du déploiement des MIRV. Dans sa chronique détaillée des pourparlers SALT-I, intitulée *Cold Dawn*, John Newhouse a par ailleurs révélé que l'accélération du programme *Trident* a été la compensation accordée par Kissinger aux chefs d'état-major pour qu'ils acceptent le léger avantage concédé alors aux Soviétiques sur le plan du potentiel en missiles. Il est raisonnable de penser que des tractations similaires ont dû avoir lieu en Union soviétique, étant donné son vaste effort d'armement depuis 1972.

Il convient également de ne pas négliger le coût politique qu'il faudra payer pour rallier le Congrès aux ententes futures. C'est ainsi que devant l'inquiétude exprimée par le sénateur Henry Jackson